



*Seul le discours prononcé fait foi*

# LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas  
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

## **Consolidation de la paix après les conflits**

New York, le 20 décembre 2012

---

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas  
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate of the Security Council

## **Post-conflict peacebuilding**

New York, December 20<sup>th</sup>, 2012



Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de ce débat public sur la consolidation de la paix et je remercie le Secrétaire général pour son rapport et son exposé qui dressent un état des lieux des progrès accomplis depuis le précédent rapport de 2009 et identifie les domaines où un effort renouvelé est requis. Je salue la présentation du Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix. J'aimerais aussi relever la qualité de la déclaration de la Présidence qui vient d'être adoptée.

Je m'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne. J'aimerais faire les points suivants à titre national, en me concentrant sur les trois domaines prioritaires soulevés par le rapport : l'inclusion, le renforcement des institutions et l'amélioration des partenariats. Mon expérience en tant que Présidente de la Formation Guinée de la Commission de consolidation de paix me démontre l'importance de ces domaines parmi les efforts entrepris en vue d'accompagner les pays sortant d'un conflit vers l'instauration d'une paix durable.

S'agissant du principe de l'inclusion, il est indispensable que toutes les parties prenantes à la consolidation de la paix d'une société aient les moyens de se faire entendre. Des efforts plus conséquents doivent être déployés pour assurer une pleine participation des femmes et des filles dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat : que ce soit dans les négociations de paix, dans les efforts pour la réconciliation nationale ou en matière de représentation à tous les niveaux des institutions de l'Etat – législatif, exécutif et judiciaire. Il convient d'apporter une attention particulière aux conditions matérielles permettant aux femmes de jouer un rôle plus complet dans la société. Il faut de même mener un combat sans relâche contre toutes les formes de violence qui ciblent les femmes et les filles. L'inclusion dans les processus de consolidation de la paix de tous les groupes de la population, en particulier les plus vulnérables, nous semble le meilleur moyen de prévenir, à court comme à long terme, l'émergence de frustrations qui peuvent mener à une rechute dans le conflit et la violence.

Dans le même ordre d'idées, nous appelons à redoubler d'efforts dans la mise en place d'institutions étatiques équitables et durables : ce n'est pas seulement une question de renforcement des capacités d'administrations publiques, mais d'adéquation entre les responsabilités de l'Etat (surtout ses fonctions régaliennes) et les moyens pour exercer ces responsabilités de manière responsable et inclusive. Il faut approcher la réforme de l'Etat de manière globale et en respectant la séparation des pouvoirs : il n'y a pas de gouvernement efficace sans législateur à qui rendre des comptes, ni sans tribunaux devant qui déposer des recours pour protéger les citoyens d'éventuels abus de pouvoir. C'est ici que la Commission de consolidation de la paix a une réelle valeur ajoutée, parce que son approche à la paix est globale, parce qu'elle reconnaît et renforce le lien intrinsèque entre la promotion d'un développement durable socio-économique, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le respect pour les droits de l'homme et l'état de droit.

En ce qui concerne l'amélioration des partenariats, le New Deal nous paraît être un parfait exemple d'appropriation et de leadership venant du Sud, ayant été élaboré par le groupe des Etats du g7+. Le Luxembourg se félicite tout particulièrement que la République de Guinée ait endossé le New Deal, tout comme les cinq autres Etats membres qui sont à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Ces pays ont le courage d'aborder les questions difficiles du renforcement de l'Etat, qui passe par une révision du contrat social, afin de mettre l'Etat au service de ses citoyens.

Quant aux relations entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité, ma délégation, qui fera prochainement partie des membres élus de ce Conseil, estime opportun de les renforcer davantage. Son rôle consistant à maintenir l'attention internationale sur la situation des pays qui figurent sur son ordre du jour confère à la Commission de consolidation de la paix une capacité unique dans le Système des Nations Unies, tout comme son aptitude à faire le lien entre des sujets intéressant ce Conseil d'une part et les autres organes principaux d'autre part. Il nous semblerait particulièrement utile de tirer profit du savoir et de l'analyse des Présidents des Formations pays lors des consultations du Conseil, ainsi que tout au long du cycle des mandats des Missions de l'ONU dans les pays en question. Alors que les Représentants spéciaux du Secrétaire général informent le Conseil des activités du Système des Nations Unies, les Présidents des Formations pays pourraient l'informer des activités pour la consolidation de la paix réalisées par un éventail d'acteurs bien plus large, qui inclut les partenaires bilatéraux, multilatéraux et régionaux, ainsi que les acteurs de la société civile et du secteur privé.

Monsieur le Président,

Vous pouvez compter sur l'engagement continu du Luxembourg pour approfondir et améliorer les partenariats en faveur de la consolidation de la paix, que ce soit dans la Formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix, au Conseil de sécurité ou dans d'autres enceintes pertinentes de notre Organisation.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,

Thank you for organising this open debate on peacebuilding and our thanks to the Secretary-General for his report and his presentation, which comprehensively take stock of progress made since the previous report in 2009 and identifies those areas where renewed efforts are necessary. I welcome the briefings by the Secretary-General, as well as the briefing of the President of the Organisational Committee of the Peacebuilding Commission. I would also like to underline the quality of the Presidential Statement which has just been adopted.

I fully associate myself with the statement by the representative of the European Union. I would like to raise the following points in my national capacity, by focusing on the three priority areas tackled by the report: inclusion, institution-building and improving partnerships. My experience as Chairperson of the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission has shown to me the importance of these areas among the efforts undertaken to accompany post-conflict countries in their way towards sustainable peace.

Concerning inclusion, it is indispensable that all peacebuilding stakeholders of a given society have the means to be heard. More consequent efforts are necessary to ensure full participation of women and girls in peacebuilding and statebuilding processes: be it in peace negotiations, in efforts for national reconciliation or when it comes to equal representation at all levels of a State's institutions – legislative, executive and judiciary. We need to pay particular attention to the material conditions allowing women to play a more comprehensive role in society. At the same time, we need to engage in a relentless fight against all forms of violence targeting women and girls. The inclusion into peacebuilding processes of all segments of a population, in particular the most vulnerable groups, is in our mind the best way to prevent, both in the short and in the long term, the emergence of frustrations which can lead to a relapse into conflict and violence.

In the same vein, we call for increased efforts to the implementation of fair and sustainable state institutions: this is not only a question of building capacities of public administrations, but rather a match-making between the State's responsibilities (in particular when it comes to its sovereign functions) and the means to exercise them in a responsible and inclusive manner. We must approach State Reform in a comprehensive manner, respecting the separation of powers: there can be no effective government without a parliament to which it is accountable, or without courts to which citizens can turn to have their rights enforced. This is where the Peacebuilding Commission has a real added value, because its approach to peace is holistic, because it recognises and reinforces the intrinsic links between promoting sustainable socio-economic development, maintaining international peace and security and respect for human rights and the rule of law.

Concerning the improvement of partnerships, we see the New Deal as a perfect example of ownership and leadership from the South, having been elaborated by the g7+ group.

Luxembourg welcomes in particular the endorsement of the New Deal by the Republic of Guinea, as well as by the five other Member States which are on the PBC's agenda. These countries have the courage to address difficult questions of statebuilding, which implies a revision of the social contract, in order to place the State at the service of its citizens.

My delegation believes that it is opportune to further strengthen the relationship between the Peacebuilding Commission and the Security Council. Its role of maintaining international attention for the countries on its agenda gives the Peacebuilding Commission a unique capacity in the UN System, as does its ability to link subjects of interest to this Council on the one hand and the other main bodies of the UN on the other hand. It would appear particularly useful to benefit from the knowledge and analysis of the Chairs of the Country-specific Configurations during the consultations of the Council, as well as throughout the mandate cycle for UN Missions in the countries in question. While the Special Representatives of the Secretary-General inform the Council about activities of the UN System, the Chairpersons of the Country-specific Configurations can inform it about the peacebuilding activities of a much wider array of stakeholders, including bilateral, multilateral and regional partners, as well as those from civil society and the private sector.

Mr President,

You that may count on Luxembourg's continued commitment to deepening and improving partnerships for peacebuilding, be it in the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission, in the Security Council or in other relevant fora of our Organisation.

Thank you for your attention.